

Politique | LGV au sud de Bordeaux: le débat continue, à gauche aussi



C'est peu de dire que l'initiative de Gilles Savary député PS de la Gironde d'interroger le ministre des transports, en semblant douter de la réalisation des deux branches sud de la LGV, n'a pas été du goût d'un autre député PS de la Gironde, le président du Conseil régional, Alain Rousset. Celui-ci a vivement réagi aux propos de Gilles Savary défendant vigoureusement le respect du calendrier, notamment pour l'enquête publique prévue cette année. Extraits de communiqués à connaître au tournant de l'année nouvelle.

Gilles Savary en s'appuyant sur les travaux d'évaluation des projets du " Schéma National des Infrastructures de Transports (SNIT) a saisi Frédéric Cuvillier, ministre des Transports et le président de la commission "Mobilité 21" Philippe Duron, leur faisant part de "sa préoccupation à l'égard des perspectives de trafic routier et ferroviaire en Aquitaine à l'échéance du SNIT (2030) et de l'absence d'anticipation à leur égard". Le député de la Gironde "insiste" sur le fait que "si la réalisation des deux branches de la Ligne à Grande Vitesse du Grand Projet Sud Ouest devait être différée" il y aurait nécessité:

1. d'accélérer les travaux de réhabilitation et de mise à niveau des capacités des voies existantes sur les sections menacées de saturation, Bordeaux-Langon et Montauban-Toulouse
2. de programmer sans attendre les travaux de réalisation du Corridor atlantique de fret ferroviaire prévu dans les réseaux Transeuropéens de Transport.

Par ailleurs soulignant que la mise à deux fois trois voies de l'autoroute A 63 jusqu'à Cestas "va créer un goulet d'étranglement majeur par le rétrécissement à deux fois deux voies à l'entrée de l'agglomération, Gilles Savary "sollicite" de la Commission "Mobilité 21 " l'inscription des travaux permettant sa résorption dans le cadre du SNIT.

Alain Rousset : la voie ouverte à un financement européen Cette prise de position a eu le don de piquer au vif le président du Conseil régional Alain Rousset qui "appelle les responsables aquitains dans la négociation difficile qui s'ouvre à la solidarité active." Et de dérouler une argumentation dont nous publions les principaux points:

"Les bénéfices collectifs engendrés par le GPSO justifient qu'il soit réalisé en priorité : absence de liaison à grande

vitesse de l'Ouest de la France, révolution des temps de transport, dynamisation économique du Sud Ouest de la France et des échanges avec la péninsule ibérique, et bien sûr développement des Ter et des modes de transports plus respectueux de l'environnement, pour les marchandises comme pour les personnes (16,6 millions de voyageurs attendus dont 7 millions de nouveaux voyageurs).

En outre, sur le plan financier, le GPSO est rentable : sa valeur actuelle nette est estimée à 5 milliards d'euros. En l'inscrivant dans son Réseau TransEuropéen de Transports (RTE-T), l'Union européenne a donné toute sa légitimité à ce maillon essentiel du corridor ferroviaire atlantique, qui relie la péninsule ibérique à l'Europe du Nord. Cette validation ouvre la voie à un financement européen attendu de 1 milliard d'euros.

"Parallèlement, le dossier progresse de manière nominale, tant en ce qui concerne les études que les procédures réglementaires. La décision ministérielle du 30 mars 2012 a permis d'engager la préparation de la déclaration d'utilité publique attendue fin 2014. A plusieurs occasions, le ministre délégué aux transports a confirmé que les études se poursuivent actuellement selon le calendrier prévu, et que la mise en place de la commission chargée de hiérarchiser les projets du SNIT n'aura aucune incidence sur le calendrier de l'opération. Lors du comité de pilotage du 26 novembre 2012, le préfet coordonnateur du projet et le président de RFF l'ont réaffirmé avec force, et ont indiqué que l'Autorité environnementale, ultime étape réglementaire avant le lancement de l'enquête publique (prévue à l'été 2013), sera très prochainement consultée. Enfin, les gouvernements français et espagnol ont réaffirmé leur soutien sans faille au projet lors du sommet du 10 octobre 2012. De l'autre côté des Pyrénées, l'Y basque (Bilbao-Vitoria-Irun) sera achevé dès 2017.

"Bref, loin d'être remisé au "congélateur" GPSO progresse conformément à la feuille de route fixée par le gouvernement. Tous ses voyants sont au vert. Pour ce qui le concerne, le Conseil régional d'Aquitaine poursuit sa mobilisation et le manifeste concrètement en avançant pour le compte des autres collectivités le financement des études complémentaires et des actions foncières anticipées à hauteur de 11,67 M€. Tous les acteurs qui œuvrent au quotidien pour le développement du Sud Ouest - collectivités, entreprises, monde de recherche et de la connaissance, parlementaires - et qui soutiennent GPSO, doivent être aujourd'hui convaincus que non seulement le dossier progresse normalement, mais qu'il sera réalisé."

*Crédit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 02/01/2013
[Url de cet article](#)*